

Enchevêtrements géopolitiques autour de la lutte contre le terrorisme dans le Sahara

*Antonin Tisseron*¹

Alors que le désert du Sahara s'est imposé ces dernières années comme l'un des théâtres de la lutte contre le terrorisme islamique, les États-Unis se sont progressivement engagés aux côtés des États de la région, déjà soutenus, pour la plupart d'entre eux, par la France. À la suite des attentats du 11 septembre 2001, plusieurs mesures ont été initiées afin de renforcer la sécurité mais aussi d'améliorer la coopération avec les États dans lesquels se trouvent des cellules terroristes au Maghreb et au Sahel, où les combattants de l'ex-GSPC algérien se sont installés à la suite des succès des forces armées algériennes, avant de prendre le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique en janvier 2007. Cet engagement, sorte de « défense de l'avant » contre des attentats, s'est cependant heurté à la présence française, aux rivalités et aux différences de vision et de stratégie des États de la région, ainsi qu'à une instrumentalisation par ceux-ci de la menace terroriste afin d'obtenir des aides et de renforcer l'État. Autour de la lutte contre le terrorisme dans le Sahara se dessine donc un enchevêtrement de logiques géopolitiques impliquant des mouvements et des acteurs étatiques et non étatiques, internes ou externes à la région. Les difficultés à mettre en œuvre une réelle coopération régionale témoignent de ces enjeux de pouvoir sous-jacents, qui s'insèrent à la fois dans des stratégies et dynamiques mondiales, régionales et locales.

1. Chercheur associé à l'Institut Thomas More.

Le Sahara, front de la « guerre contre le terrorisme »

L'engagement des États-Unis et la mise en place d'une politique régionale en Afrique du Nord remontent à la fin de la guerre froide. Ainsi au Maghreb, dans le cadre de la nouvelle stratégie globale américaine à partir de la fin des années 1990, les Américains cherchent à promouvoir un ensemble régional maghrébin intégré dans l'économie de marché. Avec les attaques terroristes du 11 septembre 2001, l'intérêt porté à cette région se renforce considérablement, principalement dans les domaines militaire et sécuritaire².

Considérant, après le 11 septembre 2001, que leur propre sécurité était dépendante des succès contre le terrorisme sur le continent africain en général, et tout particulièrement dans le Maghreb-Sahel dont étaient originaires des combattants tués ou faits prisonniers en Afghanistan, les États-Unis ont cherché à renforcer les capacités des gouvernements de la région pour lutter contre les groupes terroristes. C'est à cette fin qu'est lancée en 2002 l'Initiative Pan-Sahel (Pan-Sahel Initiative – PSI), un programme doté d'un budget de 8 millions de dollars destiné à former et à équiper au moins une compagnie de 150 hommes dans chacun des quatre pays partenaires (Tchad, Mali, Mauritanie et Niger). Il est remplacé en 2005 par le Partenariat transsaharien contre le terrorisme (Trans-Saharan Counter Terrorism Partnership – TSCTP) qui inclut, outre les quatre pays sahéliens membres du PSI, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Nigeria, le Burkina Faso et le Sénégal. La Libye, alors invitée à rejoindre le programme, a décliné la proposition, préférant s'engager dans des projets impliquant seulement les pays de la région et estimant pouvoir combattre par ses moyens propres le terrorisme sur son sol, non sans ambiguïté d'ailleurs. Kadhafi aurait offert, à l'occasion, des facilités logistiques aux membres d'AQMI dans le sud-ouest de la Libye.

Le TSCTP est un programme interagences, incluant notamment le département d'État, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le département de la Défense. Plus ambitieux que le PSI, son objectif est d'empêcher les groupes terroristes de recruter et de former de nouveaux combattants, et d'éviter l'établissement d'une zone pouvant servir de refuge à des terroristes de la région

2. Historiquement, les États-Unis ont dans l'ensemble accordé assez peu d'importance au Maghreb. Pour les dirigeants américains, celui-ci faisait partie de la zone d'influence de l'Europe, notamment de la France. Pendant la guerre froide, malgré des relations sécuritaires et politiques privilégiées avec le Maroc et la Tunisie, les Américains s'en remettent à la France, ancienne puissance coloniale, pour jouer un rôle prépondérant au Maghreb. En fait, jusqu'au début des années 1990, il n'existe pas à proprement parler de politique régionale américaine au Maghreb [Zoubir, 2005-2006].

HÉRODOTE

ou internationaux³. Trois jours avant les attentats du 11 mars 2004 à Madrid, le général Charles Wald, commandant adjoint du Commandement des forces américaines en Europe (EUCOM), déclarait d'ailleurs qu'Al-Qaïda était en train de s'implanter en Afrique du Nord. Dans ce programme, l'accent est particulièrement mis sur l'amélioration des capacités des États partenaires et de la coopération régionale. La sécurité est en effet un prérequis pour les actions de développement et de renforcement de l'État, sur fond de rôle croissant du Pentagone en Afrique [Van de Walle, 2010]. D'autre part, la prise en main de la lutte par des forces locales partageant leurs renseignements et coordonnant leurs actions est considérée par Washington comme le meilleur moyen de combattre des groupes terroristes qui circulent d'un État à l'autre sans engager de nombreux soldats américains. Les États de la région ne le souhaitent pas et la Maison-Blanche ne veut pas produire, comme en Irak et en Afghanistan, une réaction de rejet de la part des populations locales et ainsi nourrir la violence [Kilcullen, 2009]. Les dix pays africains du TSCTP ainsi que les États-Unis et plusieurs pays européens⁴ ont ainsi participé, entre le 28 octobre et le 20 novembre 2008, à l'exercice *Flintlock 2009*, destiné à développer le partage de l'information dans la région du Sahara, à améliorer la coordination des efforts et l'interopérabilité entre les forces de sécurité et les services des pays participants, et à entraîner les unités militaires. Cet exercice, dont le poste de commandement était situé à Rota en Espagne, comprenait des activités au Maroc, au Mali et au Burkina Faso. Il s'est déroulé en deux phases : constitution et fonctionnement d'une cellule multinationale de coordination à Rota en Espagne ; puis, dans un second temps, des activités décentralisées au Maroc, au Mali et au Burkina Faso engageant des unités parachutistes maliennes, marocaines et sénégalaises, et des logisticiens burkinabais (sauts opérationnels pour les parachutistes et exercices de ravitaillement pour les troupes burkinabaises). Des vols de reconnaissance, de jour comme de nuit, ont également été menés⁵. *Flintlock 2011*, la dernière édition de cet exercice annuel initié en 2005, a été organisé par le Sénégal entre le 21 février et le 11 mars, avec près de 800 participants venant d'Amérique du Nord (Américains et Canadiens), d'Europe (Espagnols,

3. Ces arguments ont été avancés par le département d'État lors des discussions sur le budget fédéral pour l'année 2010. Pour la période 2005-2009, 490 millions de dollars ont été attribués au TSCTP [Cordesman et Nerguizian, 2010, p. 115].

4. L'Espagne, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas ont apporté une assistance lors de l'exercice.

5. À l'occasion de cet exercice, les Américains ont d'ailleurs déployé le V-22 Osprey, avion à hélice dont les ailes peuvent pivoter afin de lui permettre d'atterrir et de décoller verticalement comme un hélicoptère. À noter que ce programme a été fortement critiqué à la suite de la perte de plusieurs appareils pour des raisons techniques.

Français, Néerlandais, Allemands) et d’Afrique (Burkinabais, Tchadiens, Maliens, Mauritaniens, Nigériens et Sénégalais).

L’organisation d’exercices internationaux, destinés à créer une synergie et une coopération régionales dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, ne constitue qu’un aspect de l’engagement américain dans la région. Le Commandement des forces américaines en Afrique (Africom), créé le 1^{er} octobre 2007 et basé à Stuttgart en Allemagne – où se trouve le Commandement américain en Europe (EUCOM) dont il est une émanation –, mène en parallèle des actions de formation et fournit des équipements aux armées locales, principalement celles du Niger, du Tchad, du Mali et de la Mauritanie (74 % des aides dans le cadre du TSCTP entre 2005 et 2007 [GAO, juillet 2008]). Le 20 octobre 2009, le Mali recevait ainsi plus de 4 millions de dollars de matériel militaire, dont trente-sept pick-ups, des matériels de communication, des pièces de rechange et des uniformes militaires. Il faut dire que les quelques centaines de combattants d’AQMI disposent, grâce à l’argent des rançons et à leur insertion dans les divers trafics, de véhicules rapides et de moyens de communication modernes leur permettant de se projeter et de coordonner efficacement leurs actions. Mokhtar Benmokhtar, chef d’un des groupes mobiles (*katibas*) de l’organisation, est d’ailleurs connu sous le surnom de « Monsieur Marlboro » en raison de son implication dans la contrebande de cigarettes. Avec l’essor du trafic de drogue, ces trafics traditionnels tendent cependant à s’effacer derrière les revenus issus des taxes demandées aux trafiquants en échange d’un sauf-conduit et d’une protection, et aux rançons retirées des enlèvements.

La France face à la politique américaine

Depuis la décolonisation, les militaires français sont présents en Afrique du Nord dans le cadre des accords de coopération, auxquels s’ajoutent, avec la montée du terrorisme et des prises d’otages, des déploiements additionnels. En octobre 2009, le président mauritanien Aziz reçoit ainsi la visite d’experts militaires français puis du chef d’état-major des armées, le général Georgelin. Ces visites sont suivies de la vente d’équipements et de l’envoi de militaires français pour améliorer les capacités de l’armée mauritanienne. Les troupes mauritaniennes engagées lors du raid de juillet 2010 au Mali, destiné à libérer l’otage Michel Germaneau, avaient d’ailleurs été formées par des hommes du Commandement des opérations spéciales (COS) basés à l’École interarmes d’Atar. D’autres forces spéciales sont également positionnées au Burkina Faso à la suite de l’enlèvement de sept employés d’Areva dont cinq Français, sur le site d’Arlit au Niger, en septembre 2010. À ces effectifs terrestres s’ajoutent des moyens aériens de

reconnaissance : Mirage F1CR et avions de surveillance maritime Atlantique-2, dont trois étaient présents au Niger en septembre 2010 et en janvier 2011.

Pour les militaires français présents au Sahel, l'arrivée des Américains est peu appréciée. D'une part, Washington dispose de moyens bien plus importants que Paris et, d'autre part, les soldats français reprochent aux Américains leur méconnaissance des mentalités et de l'organisation sociale locale. Derrière ces discours relativement répandus chez les militaires français, la tendance est à un rapprochement réel des deux puissances, même si des dissensions demeurent sur les initiatives à mener et sur certains des objectifs à atteindre. Les Américains ont par exemple signifié nettement à la France qu'ils ne se préoccupaient pas du sort des captifs français.

Ce rapprochement sur les questions sécuritaires en Afrique du Nord repose d'abord sur une connivence dans la stratégie à avoir et l'évolution de la politique africaine française. D'une part, les deux capitales partagent la volonté de s'appuyer sur les forces armées locales pour combattre le terrorisme dans la région, les forces armées étrangères ne devant intervenir qu'occasionnellement, et principalement en appui des armées locales, notamment dans les domaines de la formation et du renseignement d'origine technique ou humain. D'autre part, Nicolas Sarkozy a fait le choix d'une renégociation des accords de défense en Afrique, annoncée en Afrique du Sud en février 2008, et d'un rapprochement avec les États-Unis, demandant une plus grande implication de Washington au Sahel et un renforcement de la coopération notamment dans le domaine des échanges de renseignements. Comme le résume un mémo diplomatique de l'ambassade américaine à Paris, en date du 25 janvier 2010, « la France est un de nos plus puissants alliés en Afrique » [Bernard, 5 décembre 2010].

Le renforcement des échanges entre la France et les États-Unis renvoie ensuite à la complémentarité des diplomaties et services des deux pays. Paris et Washington n'ont en effet pas les mêmes alliés en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. Par exemple, les États-Unis coopèrent activement avec l'Algérie qui se montre, en revanche, réticente à travailler avec Paris du fait d'une méfiance nourrie par la mémoire de la colonisation et les questions migratoires⁶. À l'inverse, la Mauritanie, le Mali et le Niger souhaitent œuvrer de concert avec la France. La volonté d'impliquer les États-Unis renvoie cependant surtout aux évolutions du dispositif militaire français dans le monde. La France a fait avec le Livre blanc de 2008 le choix d'un recentrage sur l'« arc stratégique » de l'Atlantique à l'océan

6. Les islamistes algériens ont présenté au début des années 1990 leur combat contre le régime comme une nouvelle guerre d'indépendance contre des dirigeants représentant le « parti de la France » [Lacoste, 2006, p. 236].

Indien au détriment de l'Afrique où le dispositif n'a de cesse d'être allégé, sur fond de réduction des effectifs des armées françaises⁷. L'installation d'une base militaire à Abou Dhabi, à 250 km des côtes iraniennes, en est l'illustration.

En cela, la volonté d'inscrire l'action française dans un cadre international – «sauf exception», est-il écrit dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, «toutes nos opérations militaires se dérouleront dans un cadre multinational» [Livre blanc, 2008, p. 201] – est indissociable des limites dans la capacité d'action en national (sans compter que la France n'a aucun intérêt à s'engager seule dans la lutte contre le terrorisme, au risque d'attiser la violence contre ses intérêts et sur son territoire).

L'engagement des États de la région en question

Malgré les efforts des États-Unis et de la France, les carences opérationnelles des forces armées des États de la région sont réelles. Les budgets militaires des pays du Sahel sont d'abord bien plus faibles que ceux de leurs voisins maghrébins. En 2009, le budget militaire du Mali, avec 180 millions de dollars, est sans commune mesure avec les 5,3 milliards de dollars du budget militaire algérien. Les forces armées sont également bien moins nombreuses au Sahel qu'au Maghreb : 147 000 militaires en Algérie, 76 000 en Libye, 25 350 au Tchad, 15 870 en Mauritanie, 11 200 au Burkina Faso, 7 750 au Mali et 5 300 au Niger [Filiu, juin 2010, p. 8].

Les armées de la Mauritanie, du Mali et du Niger restent également de bas niveau et, face à des groupes criminels mobiles et aguerris possédant des relations avec les populations voire les autorités locales, elles n'ont pas les moyens de remporter la victoire. Au Mali, en 2010, le régiment parachutiste était sans doute l'une des rares unités opérationnelles capable de mener des opérations offensives. À l'exception de quelques unités formées récemment, les forces de sécurité sont bien souvent défaillantes. Les raisons sont diverses : encadrement de mauvaise qualité, matériel ancien et non entretenu, manque de motivation lié

7. Lorsque Jacques Chirac a décidé la professionnalisation des forces armées françaises en 1997, le format envisagé pour l'année 2015 était de 434 000 hommes, toutes armées confondues, dont 30 000 projetables à 8 000 km pendant un an. Treize ans plus tard, les armées regroupent 305 732 éléments, dont 240 996 militaires, et leur nombre devrait être réduit à 225 000 en 2014... Concernant le dispositif en Afrique, l'année 2010 a été marquée par une réduction des effectifs à Djibouti et au Sénégal. Au Tchad, les Mirage F1CR ont quitté N'Djamena et ont été remplacés par des Mirage 2000, entraînant la perte de la capacité reconnaissance. En janvier 2011, Alain Juppé, alors ministre de la Défense, annonçait de nouvelles réductions d'effectifs.

HÉRODOTE

aux conditions de travail, méconnaissance du travail en condition nocturne, etc. Un télégramme américain daté de décembre 2009 montre l'ampleur de la tâche. Le capitaine responsable de la formation rend compte que chaque soldat malien a tiré 1 000 cartouches pendant les cinq semaines d'exercices, soit autant qu'un soldat américain des forces spéciales américaines en un jour, et «probablement plus que ce qu'un militaire malien aura utilisé tout au long de sa carrière». Les soldats maliens, poursuit le rédacteur du télégramme, se disent quant à eux satisfaits d'avoir appris – mais pour combien de temps – à conduire un véhicule et à entretenir leurs armes. Il faut dire qu'ils comptent parmi les survivants d'une embuscade au cours de laquelle, durant les premiers échanges de tirs, l'unique soldat capable de conduire avait été tué, de même que le seul formé à l'usage de la mitrailleuse [Bernard, 6 décembre 2010].

L'étendue des zones à contrôler ne facilite pas la surveillance. Si la Mauritanie a décidé en juin 2010 de construire quarante-cinq postes de contrôle sur les frontières sud, nord-est et nord (4 500 km de frontières), il n'est pas sûr que cette mesure dissuade contrebandiers, trafiquants, passeurs et jihadistes. Quoi qu'il en soit, dans ce pays de culture nomade où la circulation des personnes se fait sur un mode coutumier, c'est la première fois qu'un gouvernement envisage de contrôler les frontières nationales et de procéder à la sécurisation du territoire, en imposant notamment à tous les étrangers de présenter un cachet officiel d'entrée sur le sol mauritanien. Les espaces intérieurs à contrôler sont également trop vastes au regard des capacités des États sahéliens et des relations avec les populations locales. À la faiblesse des moyens des pays sahéliens s'ajoute en effet la persistance de rébellions touarègues au Mali et au Niger, malgré les accords de paix signés avec les gouvernements. Au Niger, environ 3 000 à 4 000 anciens combattants sont livrés à eux-mêmes dans le nord du pays. Au Mali, la situation n'est guère meilleure. Le porte-parole de l'Alliance pour la démocratie au nord du Mali dénonçait, en avril 2010, l'absence de dialogue de la part du gouvernement et le non-respect des accords d'Alger signés en 2006⁸ [Hama Ag Sid Ahmed, 21 avril 2010]. Or, sans le soutien des populations touarègues, le Mali et le Niger n'ont ni les moyens ni les capacités de sécuriser leurs régions septentrionales.

Pour les États du Sahel, l'assistance étrangère pour lutter contre le terrorisme constitue un instrument permettant d'accéder à une légitimité internationale, à des financements et à une expertise, tout en renforçant à l'intérieur des frontières le pouvoir central. Derrière le problème des capacités, c'est donc aussi la volonté

8. Les accords d'Alger, signés avec la médiation de l'Algérie, mettent fin à la rébellion touarègue qui avait débuté le 23 mai 2006. Le texte prévoit, entre autres choses, le désarmement des combattants, l'intégration d'une partie d'entre eux dans l'armée malienne, la création d'«unités spéciales de sécurité» et un programme de développement pour les régions du Nord.

des dirigeants qui fait question, renvoyant ainsi aux limites d'une approche reposant sur la modernisation des forces armées au Sahel. À cet égard, les autorités maliennes ont été à plusieurs reprises critiquées pour leur engagement insuffisant contre le terrorisme et les trafics. Une sorte de contrat tacite avec les terroristes voulait même que ces derniers évitent de commettre des actions à même de déstabiliser le pays, et qu'en échange le gouvernement n'envoie pas l'armée dans les zones où ils se trouvent. D'ailleurs, si, en décembre 2010, le président malien Amadou Toumani Touré procédait à un changement quasi général dans le commandement militaire du nord du Mali et annonçait un « nouveau découpage sécuritaire », la création de postes de sécurité et la mise en place des unités spéciales prévues par les accords d'Alger, dans le même temps les autorités maliennes restaient en contact avec des membres d'AQMI présents dans le pays.

La difficile coopération régionale

Une autre difficulté réside dans le manque de coopération entre les États du Maghreb et du Sahel. En 2004, l'EUCOM organisait à Stuttgart une réunion de deux jours (22 et 23 mars) rassemblant les chefs des forces armées de huit pays de la région (Algérie, Mauritanie, Maroc, Tunisie, Tchad, Mali, Niger et Sénégal) afin de coordonner la lutte contre le terrorisme. Cependant, malgré cette réunion, la coopération antiterroriste dans la région reste éclatée et ponctuée de désaccords.

Le conflit du Sahara occidental bloque toute coopération dans le domaine sécuritaire autour des deux acteurs que sont le Maroc et l'Algérie, Alger refusant la proposition d'autonomie de la région faite par le Maroc en 2007 et défendant le principe du droit à l'autodétermination des Sahraouis. À la demande du Maroc de participer à une réunion organisée par Alger en mars 2010 et réunissant des représentants de sept pays de la région, les autorités algériennes ont répondu par la négative. De même, la rencontre de Bamako le 13 octobre 2010, rassemblant les experts du groupe d'action antiterroriste des pays du G8, de l'Union européenne et des représentants des pays de la région dont le Maroc, a été déclinée par l'Algérie, en raison de la présence de son voisin mais aussi parce qu'elle faisait doublon avec des initiatives diplomatiques algériennes à l'égard des pays sahéliens.

Entre les pays du Sahel et l'Algérie, mais aussi entre les pays du Sahel eux-mêmes, les divergences sont également fortes. Certes, après plusieurs rencontres au niveau des ministres des Affaires étrangères et des chefs d'état-major entre 2008 et 2010, un comité opérationnel conjoint destiné à mettre en œuvre un plan régional entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et l'Algérie est créé à Tamanrasset en avril 2010 et, cinq mois plus tard, Alger souhaitant disposer d'un leadership sur les questions sécuritaires au Sahel, un Comité central du renseignement des

pays saharo-sahéliens est mis en place. Cependant, malgré les réunions et les créations, il n'existe pas de consensus sur la stratégie à adopter entre les quatre États. Alger privilégie ainsi la coopération avec les États-Unis, tandis que la Mauritanie, le Mali et le Niger entretiennent des liens forts avec Paris. De même, alors que le président malien défend, dans un entretien accordé à TV5 et RFI le 21 septembre 2010, une approche centrée sur le développement et les populations et rejette le « tout sécuritaire », la Mauritanie prône au même moment des actions offensives sur les groupes armés. Le président Mohamed Ould Abdelaziz, élu en juillet 2009 sur la base d'un programme à « coloration morale et sécuritaire », cherche en effet à réhabiliter son pays sur la scène internationale « en affichant une détermination politique et militaire sans précédent » contre les trafiquants et les groupes terroristes, non sans pour autant faire question sur sa capacité à mener dans la durée une telle stratégie offensive [Ammour, octobre 2010].

Dans ce contexte, l'entérinement par le gouvernement du Niger d'un accord de coopération militaire avec le Mali en février 2011, destiné à sécuriser les frontières communes et lutter contre les attaques terroristes à travers le partage d'information et la conduite d'opérations militaires conjointes, renforce ce sentiment de trop-plein d'initiatives et de confusion. Ce foisonnement masque en effet mal la difficulté à mettre en place au niveau régional un cadre fonctionnel efficace, et le positionnement de chaque acteur au gré de ses intérêts et de ses objectifs, de ses contraintes politiques internes, et des moyens à sa disposition.

Conclusion

La lutte contre le terrorisme, vecteur du renforcement de l'influence américaine au Maghreb et au Sahel, est également un révélateur des limites de celle-ci. Malgré les efforts déployés par Washington, la coopération entre les États de la région pâtit des écarts de perception entre les acteurs étatiques et des tensions et rivalités qui les opposent entre eux ou à une partie de leur population. Le Sahara demeure un enchevêtrement de logiques géopolitiques, avec d'un côté les objectifs internes et externes des États de la région, de l'autre les puissances extérieures intervenant contre le terrorisme et, entre les deux, des populations ne se reconnaissant parfois pas dans les régimes issus des indépendances. Les inquiétudes devant les répercussions de la guerre civile en Libye – qui maintient l'état de mobilisation des Touaregs nigériens et maliens et favorise les transferts d'armements dans la région – semblent toutefois stimuler les rapprochements et inciter le Mali à davantage s'engager contre le terrorisme. À l'occasion de la réunion le 28 avril 2011 des chefs des armées algérienne, malienne, nigérienne et mauritanienne, le président malien se déclarait favorable à une plus grande implication de son pays sur le

terrain et, quelques jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères Soumeylou Boubèye Maiga, nommé le 7 avril et réputé pour avoir critiqué la mollesse de son pays face au terrorisme, se rendait dans les trois pays voisins. Reste en tout cas que la question des fragilités des sociétés des pays du Sahel demeure, tout comme la faiblesse des moyens et des capacités des États.

Bibliographie

- AMMOUR L. (2010), «La Mauritanie au carrefour des menaces régionales», CIDOB, octobre, disponible en pdf sur <<http://www.cidob.org>>
- BERNARD P. (2010), «Le reflux de la France en Afrique», *Le Monde*, 5 décembre.
- (2010), «Wikileaks: le Mali, talon d’Achille de la lutte contre AQMI», *Le Monde*, 6 décembre.
- CORDESMAN A. et NERGUIZIAN A. (2010), «The North African Military Balance. Force Developments & Regional Challenges», Center for Strategic & International Studies, 7 décembre, disponible en PDF sur <<http://csis.org/>>
- FILIU J.-P. (2010), «Could Al-Qaeda Turn African in the Sahel?», Carnegie Endowment for International Peace, juin.
- GAO (2008), «Combating Terrorism. Actions Needed to Enhance Implementation of Trans-Sahara Counterterrorism Partnership», rapport de juillet, <http://www.gao.gov/highlights/d08860high.pdf>.
- LACOSTE Y. (2006), *Géopolitique de la Méditerranée*, Armand Colin, Paris.
- Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* (2008), Odile Jacob, Paris.
- KILCULLEN D. (2009), *The Accidental Guerilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press, Oxford.
- SID AHMED H. (porte-parole des Touaregs du Nord-Mali) (2010), «L’impasse nous pousse à nous réorganiser militairement», entretien réalisé pour *El Watan*, 21 avril, <<http://www.temoust.org>>.
- VAN DE WALLE N. (2010), «La politique africaine d’Obama : de la difficulté d’équilibrer sécurité et développement», *Politique américaine*, n° 17, automne, p. 65-78.
- ZOUBIR Z. (2005/2006), «Les États-Unis et le Maghreb : primauté de la sécurité et marginalité de la démocratie», *L’Année du Maghreb*, n° II, p. 563-584.